

Sauver la ligne Paris-Nevers !

Les élus des régions et communes traversées par cette ligne ferroviaire continuent de mettre la pression sur le gouvernement. Un courrier sera prochainement envoyé au ministre des Transports.

« En bougeant, on n'est pas sûr de gagner, mais en ne bougeant pas, on est sûr de perdre. » C'est ainsi que le président de la région Centre-Val de Loire, François Bonneau (PS), a conclu la réunion qui s'est déroulée la semaine dernière à Briare.

Son objet : la ligne ferroviaire Paris-Nevers menacée par le rapport Buron sur l'avenir des trains d'équilibre du territoire (TET), rapport remis au ministre des Transports, Alain Vidalies, en mai dernier.

Garder le statut national de cette ligne

Les conclusions de ce rapport mettent l'accent sur les carences de ces lignes SNCF (déficit d'exploitation, retards récur-



Anne Leclercq, Jean-Pierre Sueur, Michel Neugnot, François Bonneau, Gaëtan Gorce et Pierre-François Bouguet.

rents...) et préconisent leur changement de statut. « Le Paris-Nevers pourrait ainsi ne plus être sous la responsabilité de l'État mais sous celle des régions concernées, sous l'appellation TER. Nous ne sommes pas d'accord, c'est une ligne au statut national, ce n'est pas du cabotage, les usagers font de longues distances in-

terrégionales avec Paris en bout de chaîne. On ne veut pas voir de saucissonnage », explique François Bonneau qui signale au passage que les régions mettent déjà la main à la poche (2 M€ par an) pour financer quelques améliorations de matériels et le maintien des arrêts.

Mais pas question pour lui de voir cette ligne

prendre un statut « local », ce qui pourrait effectivement avoir, à terme, de lourdes conséquences sur la fréquence des trains, le matériel roulant, les gares... Même analyse chez le sénateur PS du Loiret Jean-Pierre Sueur qui refuse de voir la ligne Paris-Nevers devenir « l'oubliée de l'État », ce dernier devant « continuer d'assu-

mer ses responsabilités en tenant compte des doléances des usagers, notamment sur les horaires. »

Droite et gauche feront cause commune

Une position qui a fait l'unanimité auprès des autres élus présents ce jour à Briare, tous bords confondus. Car si les so-

cialistes étaient venus en force avec également le sénateur de la Nièvre Gaëtan Gorce ou encore le vice-président de la région Bourgogne Michel Neugnot, il y avait aussi des élus de droite dont le sénateur Jean-Noël Cardoux (LR) ou le maire de Briare, Pierre-François Bouguet.

Ce dernier a d'ailleurs insisté sur le front commun qui est ressorti de cette réunion où « il n'y avait plus de clivage politique ». Jean-Noël Cardoux s'est associé à la volonté de rédiger un courrier commun qui sera transmis au ministre des Transports.

La démarche fait pourtant suite à une précédente réunion à Cosne suivie d'une rencontre fin juin au cabinet du ministre « où l'on a eu une écoute très favorable », confirme François Bonneau. Mais les parlementaires, comme l'ensemble des élus concernés, restent très inquiets de la décision finale qui devrait intervenir au 1^{er} semestre 2016. Ils veulent donc enfoncer le clou, et ce quel que soit le résultat des prochaines élections régionales.